



TORONTO



ROTTERDAM



LOCARNO

Un film de
Juan José Lozano

TÉMOIN INDESIRABLE

Un jour, quand les morts parleront,
la société colombienne
nous demandera des comptes,
à nous les journalistes.

Hollman Morris



Eurozoom et Dolce Vita Films présentent

TÉMOIN INDESIRABLE

Un film de
Juan José Lozano

Sortie nationale le 15 Avril 2009

France-Suisse / 1.85 / Dolby SR / 85 min

Pour télécharger les photos du film :
<ftp://ftp2.eurozoom.fr/eurozoom/temoinindesirable>

Filmer. Témoigner. Dénoncer. Survivre.

Hollman Morris, journaliste indépendant colombien, tente difficilement de concilier vie professionnelle et vie de famille, rigueur de l'engagement et craintes pour la sécurité des siens.

À travers son émission de télévision "Contravia", il se bat pour dénoncer la barbarie du conflit qui frappe son pays. Mais comme partout où les journalistes subissent des pressions quotidiennes, partout où des hommes et des femmes s'engagent avec passion pour le respect des droits de l'Homme, son combat dérange une Colombie qui veut aujourd'hui se vendre comme une destination de vacances.

Ses reportages exclusifs ont valu à Hollman Morris honneurs et reconnaissance internationales, mais aussi menaces de mort et intimidations en tout genre dans son propre pays.

Avec **TEMOIN INDESIRABLE**, Juan José Lozano accompagne Hollman Morris dans sa lutte, ses doutes, ses moments de découragement et de fierté.

Dans cette atmosphère de plus en plus hostile, Hollman Morris et sa famille hésitent à prendre la route de l'exil...

“Dans le contexte international, la Colombie représente une zone grise, pour laquelle il semble n'y avoir aucune solution. Un de ces conflits interminables qui ne font recette ni auprès des médias, ni auprès des pouvoirs publics, et finissent par tomber dans l'oubli. Nous, journalistes issus de ces zones grises, nous savons à quel point nos paroles peuvent sauver des vies. Il ne s'agit pas seulement de la vie et de la mort de nos compatriotes, mais de la vie et de la mort de l'Humanité tout court.

Pour moi, s'exiler, c'est accepter l'échec. Accepter qu'il n'y a pas d'autre choix, face à la barbarie des uns et l'indifférence des autres, que de partir en courant et laisser à mes enfants le même semblant de pays que m'ont légué mes parents. Et cela, je ne peux pas l'accepter. Mais je commence à me demander... jusqu'à quand ?”

Hollman Morris

Hollman Morris a reçu en novembre 2007 le prix : “Human Rights Watch Defender Award”



DERNIERES DÉPECHES

12.02.09 Le président colombien n'aime pas les libérations.

À la suite du dialogue épistolaire qui s'est instauré avec le Groupe des Colombiens pour la paix, créé à l'instigation de la sénatrice Piedad Córdoba, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont libéré unilatéralement six de leurs prisonniers et otages (trois policiers, un soldat et deux civils) entre le 2 et le 6 février. Mme Córdoba et des membres de la délégation qui ont participé à cette libération - avec l'aide du Brésil (qui a fourni un avion) et de la Croix Rouge internationale - ont été mis en cause par le président Álvaro Uribe qui, les évoquant, a utilisé le terme "bloc d'intellectuels des FARC". En faisant ainsi l'amalgame entre ces personnalités et les structures politiques de la guérilla, M. Uribe met leur vie gravement en danger ; il les désigne comme cibles potentielles des paramilitaires d'extrême droite qui continuent à sévir en Colombie. Harcèlements et menaces sont le lot quotidien de Mme Córdoba.

De la même manière, M. Uribe a publiquement mis en cause, pour "ses liens avec les FARC", le journaliste **Hollman Morris**, directeur et présentateur de l'émission "Contravía", de la chaîne de télévision internationale TeleSur, qui a couvert la libération ; tout comme il s'en est pris à son collègue Jorge Enrique Botero, qui a fait partie de la mission humanitaire. Depuis cette dénonciation présidentielle, M. Morris a reçu de nombreuses menaces de mort. Respectivement rapporteurs de l'Organisation des Nations unies (ONU) et de l'Organisation des États américains (OEA) pour la liberté d'expression, M. Franck La Rue et Mme Catalina Botero se sont émus de cette situation et ont interpellé le gouvernement colombien.

Maurice Lemoine

09.02.09 L'ONU et la CIDH inquiets des accusations de Bogota contre un journaliste. (AFP)

Les rapporteurs sur la liberté d'expression de l'ONU et de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) se sont dits inquiets lundi des accusations de "complicité de terrorisme" du gouvernement colombien visant un journaliste d'une radio française. De telles accusations "mettent en grand danger la vie et l'intégrité personnelle des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme", ont indiqué les rapporteurs spéciaux de l'ONU et de la CIDH, respectivement Frank La Rue et Catalina Botero, dans un communiqué commun à Washington et à Genève. Les fonctionnaires "doivent respecter la circulation de l'information et les opinions, y compris lorsque celles-ci sont contraires à leurs intérêts", dit le communiqué. Le président colombien Álvaro Uribe a accusé la semaine dernière Hollman Morris, correspondant de Radio France Internationale (RFI), ainsi qu'un autre journaliste, d'être "complices du terrorisme". Hollman Morris a été accusé d'avoir interviewé des otages de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) avant leur libération le 1er février, tandis que Jorge Enrique Botero, membre de la commission partie chercher les otages, l'a été pour avoir dénoncé des opérations aériennes de l'armée. Hollman Morris a expliqué à l'AFP que ces entretiens s'inscrivaient dans la préparation d'un documentaire sur les Farc, pour lequel il venait de passer plusieurs jours avec la guérilla. Le communiqué de l'ONU et de la CIDH assure que les propos d'Álvaro Uribe peuvent avoir "des conséquences effrayantes et d'autocensure en Colombie", et affirme qu'il n'y a aucune preuve de l'implication du correspondant de RFI dans des activités criminelles. Hollman Morris aurait reçu plusieurs appels menaçants depuis les propos tenus mardi dernier par le président colombien, ajoute le communiqué.

02.02.09 Libération d'otages : l'armée colombienne réclame les vidéos à un journaliste de RFI. BOGOTA (AFP)

Des membres de l'armée colombienne "harcelaient" lundi le correspondant de RFI en Colombie, Hollman Morris, en lui réclamant, ce qu'il refuse, la remise d'enregistrements vidéo sur la libération dimanche de quatre otages des Farc, a affirmé une organisation de défense des journalistes. "Hollman Morris fait l'objet de harcèlement par des membres de l'armée (...). Lui et deux journalistes qui l'accompagnaient ont été arrêtés à plusieurs postes de contrôle (...) On exigeait qu'ils remettent leur matériel journalistique", a dénoncé dans un communiqué la Fondation colombienne pour la liberté de la presse (Flip). Hollman Morris et son équipe avaient assisté dimanche dans la jungle du département de Cauca (sud) à la libération de trois policiers et

d'un soldat, otages de la guérilla des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes). Une source militaire qui n'a pas été identifiée, consultée par l'AFP, a assuré qu'à aucun moment le journaliste n'avait été "capturé ou retenu". Ce correspondant de Radio France Internationale (RFI) âgé de 40 ans dirige aussi une émission de télévision consacrée aux droits de l'Homme, Contravía, qui lui vaut régulièrement des menaces de mort. Son épouse Patricia Casas a indiqué à l'AFP qu'il se trouvait lundi matin dans un village du département de Cauca où il n'était pas "retenu" mais où il avait été "suivi" par des militaires et qu'il était interrogé par l'armée. Vu le contexte, "il m'a dit qu'il ne disposait pas de garanties de sécurité suffisantes pour quitter le village et partir en voiture privée vers la ville de Florencia" (580 km au sud de Bogota), à deux heures de là, a-t-elle indiqué. Des militaires "lui ont demandé qu'il remette ses enregistrements vidéo et il s'y est refusé", a-t-elle ajouté. L'aide d'un "défenseur du peuple", personnalité chargée de veiller au respect des droits de l'Homme, a été demandée pour lui permettre de quitter le village, a-t-elle dit.

Tous les Colombiens ne s'appellent pas Ingrid

Depuis la libération de Mme Ingrid Betancourt, le 2 juillet 2008, la Colombie a disparu des priorités médiatiques et des préoccupations des "people" et des hommes ou femmes politiques jusque-là passionnés par ce pays. Tout comme le sort des autres otages détenus par la guérilla et le thème de l'échange humanitaire. On a juste pu apprendre que, le 13 janvier, le président Alvaro Uribe a reçu, à Washington, des mains de son homologue américain George W. Bush - à la fin d'un mandat au bilan calamiteux -, la médaille présidentielle de la Liberté. Tout un symbole...

Par Paola Orozco Ramírez

Centre de Bogotá. À l'entrée d'un gratte-ciel surveillé par des caméras, un garde demande mécaniquement : étage, raison de la visite, pièce d'identité et numéro de téléphone. En échange, un laissez-passer autorise la traversée du hall, donne droit à une fouille minutieuse et permet l'accès aux ascenseurs. Au vingt-cinquième étage, un autre garde pose les mêmes questions. Enfin, le franchissement de deux portes blindées et d'un sas de sécurité marque l'entrée des bureaux, que ce soit d'organisations de défense des droits de la personne, de syndicats, de partis politiques ou d'organismes indépendants. Parfois, en plus des gardes du corps, une ambulance suit les trajets d'un opposant politique qui se déplace en voiture blindée.

La "sécurité démocratique", politique musclée du président Álvaro Uribe Vélez, arrivé au pouvoir en 2002, serait-elle un mythe ? De nombreux magistrats, membres d'organisations non gouvernementales (ONG), syndicalistes, hommes ou femmes politiques, et même certains journalistes, semblent le penser. Selon M. Alirio Uribe, défenseur des droits de la personne, seuls quelques privilégiés - l'"élite", les entreprises, les multinationales - en bénéficieraient. En revanche, "tous ceux qui critiquent la politique du président ou s'opposent à son régime sont diabolisés". Quand ils ne sont pas assassinés. En silence, car les médias sont très occupés.

Très occupés lorsqu'ils expriment une émotion légitime : "Ingrid Betancourt, otage des Forces armées révolutionnaires de Colombie [FARC]" (depuis le 23 février 2002) ; un soulagement partagé : "Ingrid libérée !" (le 2 juillet 2008) ; quand ils s'emballent définitivement : "Betancourt rencontre Sarkozy", "IB" Women World Awards 2008/2009", "Sainte Ingrid chez le pape", "L'ex-otage rentre en Colombie", avec pour seule et unique préoccupation (non contestable au demeurant) : "No mas secuestros !" Plus d'enlèvements ! Les FARC détiennent encore vingt-sept "prisonniers politiques", civils, militaires ou policiers, qu'elles prétendent échanger contre des guérilleros emprisonnés.

Retrouvez la version intégrale de cet article dans Le Monde diplomatique actuellement en kiosques. Avec l'aimable autorisation du Monde diplomatique

ENTRETIEN AVEC JUAN JOSÉ LOZANO

Quel a été le point de départ de ce film ?

En 2006, alors que je vivais en Europe depuis plusieurs années, je suis retourné en Colombie pour tourner "Jusqu'à la dernière pierre", un documentaire sur une communauté de paysans dans une zone de guerre en Colombie. J'avais besoin d'images d'archives sur les combats survenus dans cette zone, mais je me suis heurté à une triste réalité : les patrons des journaux télévisés avaient décidé de ne plus envoyer de reporters dans les "zones chaudes". Il n'y avait aucune image d'archive disponible sur les exactions commises durant les dernières années. La guerre avait littéralement disparu des écrans de télévision. Mes recherches m'ont alors conduit chez Hollman Morris, un journaliste avec qui j'avais collaboré pendant mes années d'études et qui s'avérait être le seul à disposer d'images sur le conflit et les atteintes aux droits de l'homme en Colombie. Hollman m'a ouvert ses archives, m'a offert les images dont j'avais besoin et m'a montré des épisodes de son émission hebdomadaire Contravía. Quelques mois plus tard, il m'a écrit pour m'annoncer que son émission n'était plus diffusée faute de financement. J'ai décidé alors de raconter son histoire.

L'absence d'images d'archives récentes m'a obligé à regarder l'histoire de la Colombie autrement. J'étais effrayé à l'idée d'un pays sans histoire et sans mémoire. Impossible de ne pas penser à George Orwell et sa société totalitariste lorsque je constatais la métamorphose des grands médias colombiens en appendice du gouvernement.

Mon intention de départ était simple : faire un film pour défendre la liberté de la presse en Colombie, qui est l'un des pays les plus dangereux au monde pour les journalistes. Il y avait urgence, car l'émission d'Hollman devait arrêter six mois plus tard, ce qui nous obligeait à tourner vite.

En fait, Hollman m'intéressait non seulement en tant que journaliste courageux et engagé, mais aussi - et surtout ! - en tant que père de famille, époux, citoyen dans sa vie quotidienne. Le tournage s'est déroulé à un moment charnière de sa vie, quand il comprend que tôt ou tard les pressions constantes vont l'amener à choisir entre son engagement pour son métier et celui, non moins important, pour sa famille. Pendant le tournage, le climat était également très tendu à cause des élections régionales en Colombie.

Quelle est la dimension dramatique de ce personnage ?

Hollman a consacré sa vie à dénoncer les barbaries d'une guerre absurde, mais les Colombiens regardent ailleurs comme si de rien n'était. Tel est le drame de Hollman : un combat désespéré pour accaparer l'attention d'un public qui ne veut plus ni voir ni entendre.

C'est un film sur la vie d'un homme, d'un homme comme les autres, pas un héros.

Les faits se déroulent en Colombie, et dans ce sens le film est aussi une histoire sur la Colombie, mais cette histoire pourrait se dérouler dans beaucoup d'autres pays où les journalistes subissent des pressions. De mon point de vue, **TÉMOIN INDÉSIRABLE** n'est pas seulement l'histoire d'un journaliste, c'est aussi une interrogation sur notre rôle de citoyen et le concept d'engagement qui tend à perdre de son sens.

Hollman Morris a-t-il eu un droit de regard sur le film ?

Non, Hollman n'a pas eu de droit de regard. Nous avons simplement commenté des séquences pendant le montage, dans une optique de dialogue et non de censure. Nous avons établi très vite

nos conditions de travail : les miennes étaient d'avoir accès à tous les moments de sa vie, sans conditions, ni restrictions. Les siennes étaient de pouvoir garder le contrôle de la situation sur le terrain, pour ne pas nous mettre en danger. Le succès de cette "cohabitation" a résidé dans le respect absolu de ces conditions, ainsi que dans une confiance réciproque totale.

"Il aurait fallu voir pour croire"

Je me souviens de la rage de mon grand-père qui évoquait les quelques 500 000 personnes assassinées à la machette pendant la guerre civile en Colombie dans les années 50.

Il me disait : "si je racontais ce que j'ai vu, personne ne me croirait car c'est indescriptible. Il aurait fallu voir pour croire. Mais à l'époque il n'y avait pas de télévision pour montrer cela. C'est pour ça que la tuerie a duré si longtemps, pour ça que les gens d'aujourd'hui ne savent pas et c'est pour ça que les gens de demain diront que cela n'a pas eu lieu".

Aujourd'hui mon grand-père est mort. Aux tueries des années 50 se sont succédées celles des années 80, 90, 2000, alors que cette fois la télévision est partout. Mais les gens continuent à ne pas vouloir croire, à ne pas vouloir voir. J'ai vécu la réalisation de ce film tenaillé entre ma foi dans le pouvoir des images pour changer le monde, et le « réalisme sceptique » de beaucoup de gens d'aujourd'hui. Intellectuellement, je doute parfois, mais à la fin c'est le regard de mon grand-père qui l'emporte, car autrement il serait impossible de continuer à vivre.

Juan Jose Lozano



CONTEXTE

LA COLOMBIE, UNE DYNAMIQUE DE L'AUTOCENSURE

Selon Reporters sans Frontières, la Colombie demeure l'un des pays les plus dangereux au monde pour l'exercice du journalisme.

Bien que le nombre d'assassinats et enlèvements ait diminué au cours de ces trois dernières années, la capacité de pression des multiples forces en présence (guérillas, paramilitaires, narco-trafiquants, politiciens, fonctionnaires corrompus) à l'encontre des journalistes demeure intacte. Ainsi, dans maintes régions du pays, les atteintes les plus aberrantes contre la dignité humaine sont perpétrées dans un silence complice.

Cette dynamique de l'autocensure, ajoutée à la crise économique des années quatre-vingt-dix, a considérablement réduit la liberté de la presse en Colombie.

Seul, sur les trois quotidiens nationaux existants en 1999, a survécu El Tiempo.

Il appartient aux familles du vice-président de la république et du ministre de la défense. Les dépêches qui y rendent compte du conflit armé et de son impact sur la population civile proviennent, la plupart du temps, des bulletins officiels du Ministère de la Défense. Les journalistes rédigent généralement leurs papiers de leur bureau à Bogota, loin des zones en conflit, et en faisant écho à la politique sécuritaire du gouvernement actuel. Ils s'obstinent à parler de menace terroriste et non de conflit armé, ignorant ainsi les 4 millions de réfugiés créés par la situation. À sa décharge, le quotidien publie également des articles de journalistes plus critiques envers le régime, qui dénoncent la crise humanitaire vécue par la population civile. Mais ces analyses ne sont publiées que dans les pages éditoriales.

UNE GUERRE "LOINTAINE"

Depuis quelques années, les reportages ou documentaires couvrant le conflit Colombien sur le terrain ont totalement disparu, à l'exception de Contravia.

Dans les rares émissions d'opinions, d'entretiens ou de débats sur des chaînes nationales, on aborde parfois la question de la guerre en Colombie, mais toujours de loin, sans images.

Ce genre de débats aseptisés donne à croire que la guerre est lointaine et finalement pas si terrible que ça. Comme la presse écrite, les journaux télévisés se sont ralliés à la thèse selon laquelle le peuple est fatigué de voir des morts et qu'il vaut mieux parler des aspects positifs du pays.

L'ÉMISSION CONTRAVIA

C'est pour faire face à cette absence d'images que Hollman Morris a créé CONTRAVIA. ("à contre-courant"), diffusée sur la chaîne publique nationale Canal Uno

Grâce à CONTRAVIA, les peuples indigènes, les Colombiens d'origine africaine, les paysans, les leaders communautaires et les victimes des crimes de guerre impunis ont enfin eu droit de cité sur les écrans de télévision. Leurs drames et leurs histoires ont pu être connus du public.

Mais cette autre réalité n'est pas une bonne publicité pour le pays. Hollman Morris reçoit régulièrement des menaces, surtout lorsque son émission donne l'occasion de reprendre des enquêtes judiciaires contre des officiers de l'Armée ou des fonctionnaires publics impliqués dans des cas de violations des droits de l'homme.

Hollman Morris a été mis sur écoute par les autorités policières, son émission a été suspendue, puis diffusée à un créneau horaire tardif, puis à nouveau suspendue.

Contravia existe depuis 2002 sur un mode de diffusions sporadiques, du au manque de financement comme aux contraintes de production (sujets difficiles à tourner, équipe réduite et resserrée autour de Hollman Morris, dangerosité)

Pour mettre ses émissions à l'antenne, Hollman Morris doit payer une concession à la chaîne publique qui loue les plages de diffusion hertzienne, c'est pourquoi il est tributaire de ses financements au jour le jour : il perçoit tantôt des fonds de l'ambassade du Canada, tantôt de l'Union Européenne, notamment.

En ce moment, le magazine n'est pas diffusé faute d'argent.

Hollman Morris souhaite retourner à la diffusion le plus vite possible et recherche activement des financements en Europe.



LE TRAVAIL DE HUMAN RIGHTS WATCH SUR LA COLOMBIE

Depuis des années, l'équipe de José Miguel Vivanco - directeur exécutif de la division des Amériques à Human Rights Watch, Daniel Wilkinson - directeur adjoint et de Maria McFarland - chercheuse, ont constitué des dossiers de référence sur la Colombie. Les enquêtes sur le terrain et l'expertise des chercheurs de HRW ont permis de faire le suivi de la situation des droits humains dans ce pays d'une manière impartiale et indépendante.

HRW est aujourd'hui mobilisé autour des sujets suivants :

- La lutte contre l'impunité dont bénéficient les mafias paramilitaires, leurs complices et les forces armées.
- Les abus commis par les différentes parties en conflit : groupes paramilitaires, nouveaux groupes armés, guérillas (FARC et ELN) et forces armées
- La dangereuse situation des syndicalistes, défenseurs des droits de l'homme, journalistes et victimes, qui se trouvent régulièrement menacés.

Les droits humains en Colombie, documents de HRW :

- Situation des droits humains en Colombie en 2008 (Rapport Mondial, Janvier 2009) <http://www.hrw.org/en/world-report/2009/colombia-o>
- Briser le contrôle : obstacles à la justice pour enquêter sur les mafias paramilitaires en Colombie (Rapport, 16 octobre 2008) <http://www.hrw.org/en/reports/2008/10/16/breaking-grip>
- Mutiler le peuple : l'usage de mines antipersonnel et d'autres armes indiscriminées par la guérilla (Rapport, 24 juillet 2007) <http://www.hrw.org/en/reports/2007/07/24/maiming-people-o>

Qui sommes nous ?

Human Rights Watch est une organisation non gouvernementale à but non lucratif de défense des droits humains rassemblant une équipe de plus de 275 collaborateurs répartis dans le monde entier. Cette équipe comprend des professionnels des droits humains, dont des spécialistes par pays, des avocats, des journalistes et des universitaires, de nationalités et de profils divers.

Fondée en 1978, Human Rights Watch est réputée pour la précision de ses enquêtes et l'impartialité de ses rapports, son utilisation efficace des médias et son plaidoyer ciblé, souvent en partenariat avec des groupes locaux de défense des droits humains. Chaque année, Human Rights Watch publie plus de 100 rapports et documents d'information sur la situation des droits humains dans près de 80 pays, suscitant une importante couverture médiatique locale et internationale. Grâce à l'influence que lui confère son travail, Human Rights Watch rencontre des représentants de gouvernements, des Nations Unies, d'institutions régionales comme l'Union africaine et l'Union européenne, d'institutions financières et de grandes entreprises afin de les inciter à apporter à leurs politiques et à leurs pratiques des changements qui favorisent les droits humains et la justice à travers le monde.

Contact Presse HRW : Bureau de Paris - 01 43 59 55 35 - paris@hrw.org



DERRIERE LA CAMÉRA

JUAN JOSÉ LOZANO

De nationalité suisse et colombienne, Juan José Lozano, né en 1971, s'est formé à l'Université Nationale de Colombie. Producteur et réalisateur indépendant, il a tourné des séries documentaires de télévision pour le Ministère de la Culture colombien entre 1994 et 1998. En 1998, il s'installe à Genève où il réalise plusieurs films engagés touchant aussi bien à sa ville d'accueil - l'immigration et l'intégration des jeunes étrangers à Genève dans "Un train qui arrive est aussi un train qui part", 2003 - qu'au conflit armé en Colombie, dont il décrypte les effets sur la population ("Le bal de la vie et de la mort", 2001 ou "Jusqu'à la dernière pierre", 2006). Parallèlement, Juan José Lozano travaille comme vidéaste sur des projets scéniques d'Omar Porras ou de Marielle Pinsard, et avec Philippe Macasdar au Théâtre St-Gervais à Genève. Il se consacre également à l'écriture; son premier roman "Aquí no pasa nada" est à paraître prochainement.

Juan José Lozano co-réalise actuellement avec Hollman Morris un nouveau long-métrage documentaire sur la situation en Colombie.



DEVANT LA CAMÉRA

HOLLMAN MORRIS - 40 ans, journaliste colombien.

Morris couvre depuis plus de 15 ans le conflit armé interne en Colombie, avec une attention toute particulière portée sur le thème des droits de l'homme. Depuis 2002, il est le producteur et réalisateur de l'émission CONTRAVIA ("à contrecourant") sur la chaîne publique nationale Canal Uno et également correspondant de Radio France Internationale (RFI). À travers des dizaines de reportages de 25 minutes, Hollman Morris a filmé les plus graves atteintes aux droits de l'homme en Colombie, constituant ainsi l'une des archives vidéo les plus importantes sur l'histoire récente du pays.

L'émission a été soutenue par l'Union Européenne, par l'Open Society Institute, par le Canada, par le Royaume-Uni et par les Pays-Bas.

Il a reçu en novembre 2007 l'un des prix les plus prestigieux au monde : le Human Rights Watch Defender Award.

LISTE TECHNIQUE

Réalisation **Juan José LOZANO**
Producteurs **Isabelle GATTIKER et Marc IRMER**
Image **Sergio MEJIA**
Son **Carlos IBÁÑEZ DIAZ**
Montage **Ana ACOSTA**
Musique **Vincent HÄNNI et Gabriel SCOTTI**
Étalonnage **Eric FRECHOU**
Mixage **Frédéric BIELLE / Adrien KAESSLER**
Production **Dolce Vita Films et Intermezzo Films**
Direction de production **Liliana RINCON et Sébastien AUTRET**

Visa d'exploitation : 120 481
35mm - 1:1,85 - Dolby SR - 85 minutes
Espagnol, sous-titres français
Année de production 2008



PRIX SUISSIMAGE / SSA, MEILLEUR FILM **SUISSE** DE CREATION

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM VISIONS DU REEL, **NYON**, 2008

LOCARNO INTERNATIONAL FILM FESTIVAL, 2008

TORONTO INTERNATIONAL FILM FESTIVAL, 2008

LEIPZIG DOK FILM FESTIVAL, 2008

ROTTERDAM INTERNATIONAL FILM FESTIVAL, 2009

STOCK COPIE ET PUBLICITÉ

SUBRADIS - 5/9 quai des Grésillons - 92230 Gennevilliers
Tél : 01 47 33 72 53 - Fax : 01 47 33 36 28

DISTRIBUTION

EUROZOOM

22 rue La Fayette
75009 PARIS

Tél : 01 42 93 73 55 - Fax : 01 42 93 71 99
eurozoom@eurozoom.fr
www.eurozoom.fr

PRESSE

ROBERT SCHLOCKOFF & VALÉRIE CHABRIER

9, rue du Midi
92200 Neuilly-sur-Seine

Tél : 01 47 38 14 02
rscm@noos.fr